

POINT 12.3.4 DE L'ORDRE DU JOUR :**Mise en œuvre du Plan régional océanien sur les déchets marins****Objet du document**

1. Informer les Membres des progrès de la mise en œuvre du plan d'action pour les déchets marins, y compris les récents Jeux du Pacifique 2019 au Samoa.

Historique

2. La **Conférence du PROE de 2015** a adopté la *Stratégie régionale de gestion des déchets et de lutte contre la pollution dans la région Pacifique 2016-2025 (un Pacifique plus propre 2025)* dont les déchets marins sont un des domaines d'action prioritaires.
3. La **réunion des dirigeants du Forum 2017** s'est engagée à accélérer l'élaboration de politiques visant à interdire l'utilisation des sacs plastiques à usage unique, des emballages plastiques et en polystyrène et a demandé aux partenaires des pays du littoral du Pacifique de s'engager à prendre des mesures pour lutter contre la pollution marine et les déchets marins afin de conserver l'intégrité environnementale du Pacifique. La **réunion des dirigeants du Forum 2018** a également reconnu que les déchets constituent un problème suffisamment crucial pour que les dirigeants du Pacifique bleu réaffirment leur engagement de supprimer les déchets marins et de mettre en place le **Plan d'action pour les déchets marins du Pacifique 2018-2025** (ci-après le PMLAP pour Pacific Marine Litter Action Plan).
4. En 2018, le **Conseil exécutif du PROE** et les participants de la 2^e Table ronde pour un Pacifique propre ont adopté le PMLAP.
5. Le Plan a été développé en 2018 avec le soutien financier d'ONU Environnement dans le cadre de la campagne des mers propres du Programme pour les mers régionales. Le PMLAP est le résultat du cadre de *Un Pacifique plus propre 2025* et du *Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL) 2015-2020*. Le PMLAP couvre 11 piliers qui incluent des instruments législatifs, la prévention de la pollution terrestre et des transports maritimes, la gestion des déchets transfrontaliers, le changement des comportements et la gestion des déchets produits par les catastrophes.

Mesures des membres insulaires océaniques pour gérer la pollution marine par le plastique

6. Les pays insulaires océaniques sont intervenus de manière offensive dans le traitement de la pollution marine par le plastique en mettant en place des mesures d'interdiction. Huit états insulaires océaniques ont interdit le plastique à usage unique comme moyen de lutte contre la pollution marine par le plastique et les microplastiques et sept autres pays ont annoncé leur intention d'interdire ce matériau. Ces domaines sont les suivants :
 - Interdire l'importation de sacs à provisions en plastique non-biodégradable - Samoa américaines et Papouasie-Nouvelle-Guinée ;
 - Interdire l'utilisation de sacs à provisions en plastique jetables - Commonwealth des Îles Mariannes du Nord, État de Yap des États fédérés de Micronésie et Palaos ;
 - Interdire l'utilisation de sacs à provisions en plastique jetables, le polystyrène, les couverts en plastique – République des Îles Marshall ;
 - Interdire l'utilisation de sacs en plastique et pailles jetables - Samoa et Vanuatu ;
 - Interdire le plastique à usage unique – Nouvelle Calédonie
 - Tentative d'interdire le plastique à usage unique - Îles Cooks, Fidji, Kiribati, Nioué, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu.
7. **En 2019**, le gouvernement du Samoa avec l'aide du PROE a lancé la campagne « Greening of the Games (GoG) », qui a été une des activités clés de la mise en œuvre du PMLAP afin de sensibiliser et susciter des mesures visant à réduire l'utilisation de sacs en plastique jetables lors des événements sportifs ainsi que l'empreinte carbone. La campagne GoG a été mise en place par le ministère des Ressources naturelles du gouvernement du Samoa avec le soutien du PROE et du bureau des Jeux du Pacifique. Elle propose

d'autres solutions que les bouteilles en plastique, récipients de nourriture à emporter et sacs à provisions en plastique jetable, offre des stations d'eau pour remplir des bouteilles réutilisables ; des activités de réduction de l'empreinte carbone en plantant des arbres et favorise le changement des comportements avec diverses activités, notamment sportives. La campagne GoG a été soutenue par la campagne des mers propres du Programme pour les mers régionales du PNUE, le gouvernement australien (DFAT), le gouvernement néo-zélandais (MFAT), la France (AFD) et le Royaume-Uni. La campagne a notamment contribué à la donation, après les jeux, de 150 des 250 distributeurs d'eau à des écoles locales, à une stratégie en matière de durabilité, à laisser des lignes directrices et des outils pour de futurs événements sportifs, ainsi qu'à une réduction de l'empreinte carbone. Les actions et les enseignements tirés de la campagne GOG seront appliqués aux prochains jeux du Pacifique.

8. Les impacts de la campagne ont reçu des éloges d'athlètes et de représentants officiels. Pour le Samoa, les Jeux ont instauré des changements notables dans l'esprit et le comportement du public quant à leur prise de conscience des problèmes que représente le plastique.
9. Le Gouvernement des Îles Salomon - hôte des prochains jeux de Pacifique en 2023 a indiqué qu'il a prévu des jeux sans plastique, et dans une réunion récente avec le Directeur général du PROE, le Premier ministre a demandé l'assistance du PROE pour veiller à ce que cet objectif soit atteint.
10. Les pays océaniques ont un rôle décisif dans l'adoption d'instruments essentiels pour lutter contre la pollution marine provoquée par des navires :
 - La mesure de gestion et de conservation de la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (2017-04) en matière de pollution marine pour appliquer la convention MARPOL (pilotée par République des îles Marshall). Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019 ;
 - Le plan d'action en matière de déchets marins de l'Organisation maritime internationale, piloté par le Vanuatu, a été adopté en octobre 2018.
11. Le **Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique** financé par le gouvernement australien pour 8 millions AUD fera avancer la mise en œuvre de mesures dans le cadre du PMLAP en soutenant les instruments législatifs nationaux, en stimulant la sensibilisation sur la nécessité de réduire les plastiques à usage unique par le biais des gouvernements et des entreprises, et en facilitant l'adoption de produits alternatifs durables et la croissance des entreprises locales qui vendent des produits écologiques.

Recommandation

12. La Conférence est invitée à :
 1. **prendre acte** des progrès en matière de développement et mise en œuvre du plan d'action régional pour la protection marine du Pacifique par les membres insulaires océaniques et à saluer le soutien financier de l'Australie pour l'application du Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique ;
 2. **réaffirmer son engagement** pour éliminer les déchets marins et reconnaître l'urgence de mettre en place un plan à cet effet qui intègre un suivi rapide :
 - politiques et mesures visant à réduire la pollution par le plastique qui englobent des approches intégrant le cycle de vie complet des produits, des solutions alternatives et des modèles de consommation ;
 - de l'application et du respect des dispositions de la convention MARPOL sur les navires, en particulier de pêche et de croisière ; et
 - de la durabilité des plans et des actions pour des événements majeurs, y compris sportifs comme les Jeux du Pacifique, les réunions régionales, comme celle des dirigeants du Forum et des conférences comme « Nos océans ».
 3. **réaffirmer** le rôle de premier plan du PROE dans l'application du PMLAP en étroite collaboration avec les agences régionales et les partenaires pertinents pour soutenir les Membres afin qu'ils accélèrent la mise en œuvre de politiques et mesures pertinentes à cet effet.